

Le Maire de la Ville de Carmaux,

Vu les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route et notamment les articles R 44 et R 225,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière "signalisation temporaire" approuvée par arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

Vu la demande présentée par Madame Sylvie FESTEAU afin de procéder à son emménagement au n° 52 avenue Jean Jaurès à Carmaux, les 26 et 27 mai 2023,

Considérant qu'il appartient à l'autorité Municipale de prendre les mesures utiles pour éviter les accidents et assurer le bon ordre et la sécurité,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Afin de permettre à Madame Sylvie FESTEAU d'emménager dans le logement sis 52 avenue Jean Jaurès à Carmaux :

Vendredi 26 mai 2023, 7h au samedi 27 mai 2023, 20h

Le stationnement de tous les véhicules sera strictement interdit au droit de cet immeuble sur une longueur de 20 mètres ; seul les véhicules de déménagement seront autorisés à stationner. Le demandeur est autorisé à enlever les potelets situés au droit de cet immeuble pour permettre le stationnement, sur le trottoir, du véhicule de déménagement. Il prendra soin de les remettre en place en quittant les lieux. Les agents de la Ville (ASVP) effectueront un contrôle en suivant.

ARTICLE 2 : Toute la signalisation routière (panneaux de chantier) sera mise en place par le pétitionnaire qui demeure responsable de tout accident de toute nature que pourrait occasionner le déménagement.

ARTICLE 3 : Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de la loi en vigueur.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Carmaux, Monsieur le Chef de Circonscription de Police de Carmaux et tous les agents de la Force Publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour extrait conforme,
Fait à Carmaux, le 22 mai 2023
Le Maire,
Jean-Louis BOUSQUET



Cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 7, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa réception par le représentant de l'Etat.